COMMISSION DES ASSURANCES DU NOUVEAU-BRUNSWICK

DANS L'AFFAIRE CONCERNANT :

Une demande de revision tarifaire déposée par :
La compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa
Ayant trait aux tarifs d'assurance automobile pour les
Voitures de tourisme

Date de l'audience : 12 mars 2025

COMITÉ :

Présidente	Mme Marie-Claude Doucet, LL.B.
Membre	M. Cyril Johnston, LL.B.
Membre	Msme Brigitte Ouellette, LL.B.

Requérante : Compagnie d'assurance mutuelle Wawanesa Mme Nadia M. MacPhee, LL.B.

Intervenants : Cabinet du Procureur général M. Christopher Whibbs, LL.B.
M. Jason Caissie, LL.B.

Bureau de la Défenseure du consommateur Ms. Michèle Pelletier, K.C., LL.B.
en matière d'assurance

Décision rendue le : 22 avril 2025

Résumé

- [1] La compagnie d'assurance mutuelle Wawanesa (« la requérante » ou « Wawanesa ») a déposé une demande de révision des tarifs (« le dépôt » ou « la demande ») concernant les tarifs d'assurance automobile pour les véhicules de tourisme au Nouveau-Brunswick, sollicitant initialement l'approbation d'une augmentation moyenne des tarifs de +14,57% avant plafonnement et de +10,68% après plafonnement, sur la base d'un changement de niveau tarifaire moyen indiqué de +37,07%. La demande a ensuite été modifiée pour proposer une augmentation moyenne des tarifs de +10,34% après plafonnement (14,35% avant plafonnement), sur la base d'une variation moyenne indiquée du niveau des tarifs de +39,17%.
- [2] Conformément au paragraphe 267.5(1) de la *Loi sur les assurances*, L.R.N.-B., 1973 c. I-12 (« la Loi »), la Commission a convoqué un comité de la Commission (« le comité ») pour tenir une audience écrite (« l'audience »).
- [3] Conformément au paragraphe 19.71(3) de la *Loi*, la Commission a fourni au Bureau du procureur général (« CPG ») tous les documents relatifs à l'audience. Ces documents ont également été transmis au Bureau de la Défenseure du consommateur en matière d'assurances (« DCA »).
- [4] Tant le CPG que la DCA sont intervenus dans cette audience. Le CPG a soumis un rapport d'expert et un mémoire final préparés avec l'aide d'actuaire, Oliver Wyman (« OW »), tandis que la DCA a déposé un mémoire et a adopté les propositions alternatives du CPG.
- [5] Après avoir examiné l'ensemble des preuves et des observations présentées par les parties, le comité conclut que la modification du taux moyen proposée par Wawanesa est juste et raisonnable dans les circonstances, est Wawanesa est **autorisée à adopter la modification du taux moyen proposée de +10,34% (après plafonnement)** qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2025 pour les nouveaux contrats et les renouvellements.

Pièces

[6] Dans le cadre du processus d'audience, le comité a accepté les pièces suivantes comme faisant partie du dossier d'audience :

PIÈCE	N ^o	DESCRIPTION	DATE
1.	01	Dépôt initial du dossier tarifaire pour véhicules de tourisme	28 juin 2024
	02	Demande de la CANB pour la mise à jour annuelle de la cote de crédit	31 juillet 2024
	03	Réponse avec la mise à jour annuelle de la cote de crédit	13 août 2024
	04	Nouveau dépôt du dossier de Wawanesa	23 août 2024
	05	1 ^{ère} série de questions de la CANB	28 août 2024
	06	Réponse à la 1 ^{ère} série de questions de la CANB	6 septembre 2024
	07	1 ^{ère} série de questions de KPMG	12 septembre 2024
	08	Réponse à la 1 ^{ère} série de questions de KPMG	25 septembre 2024
	09	Dépôt modifié	5 octobre 2024
	10	2 ^e série de questions de la CANB	9 octobre 2024
	11	Réponse à 2 ^e série de questions de la CANB	11 octobre 2024
	12	2 ^e série de questions de KPMG	22 octobre 2024
	13	2 ^e série de questions de KPMG – demande de clarification	22 octobre 2024
	14	2 ^e série de questions de KPMG – réponse à la demande de clarification	22 octobre 2024
	15	Réponse à 2 ^e série de questions de KPMG	25 octobre 2024
	16	Examen actuariel de KPMG	1 ^{er} novembre 2024
	17	Dépôt modifié	1 ^{er} novembre 2024
	18	Questions de la CANB concernant la modification	4 novembre 2024
	19	Réponse à la CANB concernant la modification	7 novembre 2024
	20	1 ^{ère} série d'interrogatoires du CPG	3 décembre 2024
	21	Réponse de la compagnie à la 1 ^{ère} série d'interrogatoires du CPG	9 décembre 2024
	22	2 ^e série d'interrogatoires du CPG	17 décembre 2024

	23	2 ^e série d'interrogatoires réponse du CPG aux questions de clarification de la compagnie	17 décembre 2024
	24	Réponse de l'intervenant à la requérante	17 décembre 2024
	25	Réponse de la compagnie à la 2 ^e série d'interrogatoires	10 janvier 2025
	26	Rapport d'intervenant	24 janvier 2025
	27	Mémoire final de la DCA	30 janvier 2025
	28	Mémoire final de la compagnie	31 janvier 2025
	29	Mémoire finale du CPG	31 janvier 2025

1. Introduction

[7] L'Assemblée législative a confié à la Commission la surveillance générale des tarifs d'assurance automobile dans la province du Nouveau-Brunswick. Afin de remplir ce mandat, la Commission exerce les pouvoirs que lui confère la *Loi*. L'une des principales responsabilités de la Commission est de s'assurer que les tarifs imposés ou proposés sont justes et raisonnables. En vertu de la *Loi*, chaque assureur exerçant des activités d'assurance automobile dans la province doit déposer auprès de la Commission les barèmes qu'il se propose d'appliquer au moins une fois tous les 12 mois à compter de la date de son dernier dépôt. Un assureur doit se présenter devant la Commission lorsque :

- a. L'assureur présente une demande de révision tarifaire plus de deux fois au cours d'une période de 12 mois, ou
- b. L'assureur présente une demande pour laquelle l'augmentation tarifaire moyenne est supérieure de plus de 3% aux tarifs qu'il imposait au cours des 12 mois précédant la date à laquelle il prévoit instaurer les nouveaux tarifs, ou
- c. Lorsque la Commission l'exige.

Historique de la procédure

- [8] La requérante a déposé cette demande pour la catégorie VT le 28 juin 2024. L'indication initiale de changement de niveau de taux global du dépôt était de +37,07% et la requérante demandait une augmentation moyenne globale des taux de +14,57% avant plafonnement et de 10,68% après plafonnement.
- [9] Suite aux questions du personnel de la Commission et des actuaires-conseils de la Commission (KPMG), la requérante a apporté plusieurs modifications à son dossier, avec un changement de taux final indiqué de +39,17% et une augmentation moyenne globale proposée de +14,35% avant le plafonnement et de +10,34% après le plafonnement.
- [10] La Commission a émis un avis d'audience le 12 novembre 2024 et a convoqué un comité de la Commission pour tenir une audience sur l'affaire. Le CPG et la DCA ont tous deux notifié leur intention d'intervenir dans l'audience.
- [11] Avant l'audience, outre les documents déposés, des informations supplémentaires et des éclaircissements ont été fournis : la Commission a posé un certain nombre de questions à la requérante par le biais de questions posées par le personnel de la Commission et ses actuaires, et le CPG a soumis deux séries d'interrogatoires à la requérante. La requérante a répondu à toutes les questions posées et les réponses font partie du dossier.
- [12] La requérante, le CPG et la DCA ont soumis au comité des observations écrites préalables à l'audience pour examen.
- [13] L'audience était initialement programmée sous forme orale, mais elle a été repensée à la demande des parties à la suite de la remise des réponses aux questions. L'audience s'est déroulée sous forme écrite le 12 mars 2025.

2. Éléments de preuve et positions des parties

La compagnie d'assurance mutuelle Wawanesa

[14] Le dossier de la requérante constitue la majeure partie de sa présentation et des éléments de preuve soumis au comité.

[15] Au moment de l'audience, Wawanesa a présenté son dossier à la Commission avec une indication de changement tarifaire global de +39,17% et a proposé une augmentation tarifaire moyenne globale de 14,35% avant le plafonnement et de +10,34% après le plafonnement.

[16] Le tableau suivant souligne les changements tarifaires indiqués et proposés aux barèmes existants par couverture, en date de l'audience :

Couverture	Indiqué	Proposé (avant plafonnement)	Proposé (après plafonnement)
Dommages corporels (RC-DC)	24,01%	8,59%	3,99%
Dommages matériels (RC-DM)	-16,49%	10,04%	7,30%
Dommages matériels – Indemnisation directe (DMID)	14,84	3,01%	-0,52%
Assurance individuelle (AI)	31,39%	10,07%	6,40%
Automobile non assuré (ANA)	38,48%	0,00%	-1,14%
Collision (COL)	80,18%	25,13%	21,33%
Multirisques (MUL)	86,42%	39,97%	35,63%
Risques spécifiés (RS)	187,13%	53,18%	52,32%
Automobiliste sous-assuré (ASA) – SEF44	-18,77	0,00%	0,00%
Total	39,17%	14,35%	10,34%

[17] Les calculs d'indication de taux détaillés dans le dossier intègrent diverses hypothèses, notamment un rendement cible des capitaux propres (RCP) après impôt de +12,00%, un RCP implicite de -24,13% avec

le changement de taux proposé, un rendement cible des primes de +5,84%, un rendement implicite des primes de -20,81%, un taux d'investissement sur les flux de trésorerie (taux d'actualisation) de 3,70%, un taux d'investissement sur le capital (TIC) après impôt de 3,70% et un ratio prime/excédent de 1,50:1. Les taux moyens proposés passeraient de la prime moyenne actuelle d'environ 943 \$ à environ 1 041 \$, après plafonnement.

[18] La requérante affirme que ses méthodologies et sa justification de la modification tarifaire proposée sont solides et bien étayées par des preuves statistiques. Elle soutient que son approche est motivée par un engagement de service et d'équité envers ses membres, ce qui garantit que la demande de tarification est à la fois raisonnable et justifiée.

Cabinet du Procureur général

[19] Le CPG est intervenu lors de l'audience et a pris une part active à l'examen de la demande, en remettant en question les méthodes et les hypothèses de la requérante dans le cadre de la procédure d'interrogatoire, en déposant un rapport d'expert et en présentant des observations écrites au comité. Ce dernier mémoire, préparé avec l'aide de ses actuaires experts, OW, a identifié plusieurs aspects de la demande pour lesquels d'autres calculs et/ou hypothèses étaient considérés comme plus appropriés. .

[20] Le CPG a fait valoir qu'avec d'autres hypothèses, jugements et calculs, qu'il a suggérés comme étant plus appropriés, l'effet des hypothèses alternatives est estimé à diminuer l'indication du niveau de taux global de 15,73% points.

Bureau de la Défenseure du consommateur en matière d'assurance

[21] Dans ses dernières observations écrites, la DCA a fait valoir que l'augmentation proposée par la requérante n'était ni juste ni raisonnable. La DCA a également soutenu que les solutions de rechange présentées par le CPG étaient plus appropriées et qu'elles devraient être privilégiées et appliquées en faveur des consommateurs du Nouveau-Brunswick. En particulier, le mémoire de la DCA soulève des préoccupations quant au caractère raisonnable des tarifs dans leur ensemble et à l'hypothèse de rendement des capitaux propres après impôt présentée par la requérante.

3. Analyse et motifs

[22] Le comité a examiné toutes les preuves écrites figurant dans le dossier, y compris les documents déposés, les réponses aux questions écrites et les conclusions finales de toutes les parties..

[23] Le comité reconnaît et accepte l'expertise actuarielle des actuaires de la requérante qui ont préparé le dossier et répondu aux diverses demandes de renseignements, ainsi que celle des actuaires experts, OW, au nom du CPG.

[24] La décision du comité reflète le fait que chaque décision relative à un modèle et à une méthodologie est constituée de plusieurs couches de données, d'hypothèses et de jugements. Comme expliqué plus en détail ci-dessous, le comité a accepté la preuve de la requérante comme satisfaisant à la charge de la preuve du caractère juste et raisonnable.

[25] Il est rappelé aux parties qui se présentent devant la Commission que les lignes directrices pour le dépôt des demandes exigent de fournir une justification appropriée et suffisamment détaillée pour étayer les hypothèses et les solutions de rechange. La Commission accueille favorablement les alternatives bien étayées en matière de méthodologies et d'hypothèses pour l'analyse et l'examen par la Commission. La présentation d'hypothèses impartiales et bien étayées renforce la crédibilité des analyses et des parties. Elle facilite le processus d'examen des tarifs, permet des gains d'efficacité et favorise une prise de décision en toute connaissance de cause.

[26] Le comité a abordé individuellement chacune des questions matérielles ci-dessous:

- A.** Tendance des sinistres – Dommages corporels
- B.** Tendance des sinistres – Collision
- C.** Tendance des sinistres – Assurance individuelle
- D.** Tendance des sinistres – Multirisques
- E.** Tendance des sinistres – Dommages matériels

- F. Tendance des sinistres – Indemnisation directe des dommages matériels
- G. Tendance des primes – Dommages corporels
- H. Tendance des primes – Indemnisation directe des dommages matériels, Collision, Multirisques
- I. Sélection du rendement cible des capitaux propres

A. Tendance des sinistres – dommages corporels

[27] Les tendances en matière de sinistres sont des hypothèses qui mesurent le taux annuel de variation des coûts des sinistres passés et futurs dans le temps.

[28] La sélection des tendances des sinistres nécessite l'analyse des données passées et l'application du jugement professionnel afin de sélectionner des taux de tendance qui reflètent raisonnablement les taux de variation de l'expérience passée et qui constituent des prévisions raisonnables des taux de variation futurs attendus pour chaque couverture.

[29] Pour la couverture des dommages corporels, la requérante a modélisé séparément la fréquence et la gravité. Le modèle de fréquence et de tendance des sinistres de Wawanesa est basé sur des données semestrielles entre 2010 et 2023. Les ajustements COVID et post-COVID sont appliqués pour amener les données historiques au niveau des pertes pendant la période de mise en œuvre. Le CPG ne conteste pas la méthodologie de la requérante pour la modélisation de la fréquence, et la tendance de -3,17 % qui en résulte, tant pour le passé que pour l'avenir, est également acceptée par le comité.

[30] Les parties ont des points de vue différents sur le modèle de gravité approprié. Le modèle de la requérante utilise des données annuelles entre 2009 et 2023 et sélectionne une tendance de gravité passée et future de 7,48%. Le CPG utilise une période de données plus longue, de 2004 à 2023, mais exclut quatre points de données (2020H1, 2021H1, 2021H2 et 2023H1) et inclut un scalaire à 2016-H2 de 29,4%. Sur la base de cette modélisation, le CPG retient une tendance de gravité de +5,6%.

[31] Pour les deux modèles, les valeurs R^2 ajustées sont élevées, ce qui indique que les modèles sont prédictifs.

[32] Le CPG a fait valoir qu'il avait exclu les quatre points de données en raison d'une volatilité inhabituelle des données. En outre, il a affirmé que le scalaire avait été inséré sur la base d'un saut observé dans les données relatives à la gravité en 2016.

[33] La requérante a déclaré que la majorité des différences matérielles entre les positions des parties découlait de l'utilisation du scalaire par le CPG en 2016. La requérante a soutenu que le scalaire était inapproprié en l'absence de toute réforme importante ou de tout changement soudain du contexte à l'époque pour justifier l'ajustement. En outre, selon Wawanesa, l'exclusion des quatre points de données n'était pas justifiée et l'inclusion de ces données dans leur modélisation contribue à un modèle plus robuste et plus complet.

[34] De l'avis du comité, le CPG n'a pas fourni de justifications suffisantes pour le scalaire ; il n'y a pas de variation des circonstances ou du contexte qui justifie un tel ajustement. Sur cette base, le comité refuse d'accepter la modélisation alternative du CPG. Le modèle de la requérante est solide et bien étayé dans le dossier, et il est accepté comme étant juste et raisonnable.

B. Sélection de tendance des sinistres – Collision

[35] L'approche de la requérante concernant les tendances des sinistres pour la garantie Collision est similaire à celle qu'elle a adoptée pour la garantie Dommages corporels. Dans cette situation, le CPG conteste à la fois les modèles de fréquence et de gravité.

[36] En ce qui concerne la fréquence, le modèle de la requérante comprend à la fois des ajustements COVID et post-COVID. Il utilise des données semestrielles pour la période 2014-2023. La tendance passée et future de la fréquence sélectionnée à partir de la modélisation est de 2,68%.

[37] La modélisation du CPG pour les tendances de fréquence était basée sur les données 2004-2023, et exclut le point de données 2019-H1. La modélisation du CPG incorpore également les scalaires COVID et post-COVID, bien qu'à un niveau moindre que celui de la requérante.

[38] Les modèles proposés par les deux parties ont des valeurs R^2 ajustées comparables, qui sont toutes deux très solides sur le plan statistique.

[39] La différence de tendance pourrait être attribuée en partie à l'exclusion du point de données 2019-H1 par le CPG, qui, selon Wawanesa, n'était pas justifiée et tendait à fausser la tendance. Wawanesa a soutenu que les données révélaient une tendance à la hausse constante de 2015-H2 à 2019-H1 et que la tendance de 2019-H1 n'était pas une anomalie et n'aurait pas dû être exclue. Wawanesa a également souligné que la valeur p plus élevée associée à son modèle était un indicateur de la robustesse et de la fiabilité de son approche.

[40] Le CPG n'a fourni aucune justification pour l'exclusion du point de données 2019-H1 et, notamment, n'exclut pas le point de données de son analyse de la gravité. Le comité estime que cette approche manque de cohérence, sans autre justification. En l'absence d'une justification pour l'exclusion des données de l'analyse de la fréquence, le comité estime que l'exclusion n'est pas raisonnable.

[41] Le comité conclut que la tendance de fréquence de la requérante pour cette couverture est raisonnable et appropriée.

[42] Pour la tendance de gravité, la requérante considère une période de données plus courte, de 2019 à 2023. Aucun scalaire n'est adopté et aucune donnée n'est exclue. La tendance de gravité passée et future choisie est de 6,43%.

[43] Le CPG utilise des données de 2017 à 2023 pour son modèle de tendance alternatif. Le R^2 ajusté pour le modèle du CPG est raisonnable à 79,4%, tandis que le modèle de la requérante produit un R^2 ajusté de 91,06%.

[44] La requérante justifie son utilisation d'un ensemble de données court par l'augmentation du coût des réparations et de l'inflation qui a commencé pendant la pandémie de COVID-19. Elle soutient que l'utilisation d'une période de données plus courte est plus révélatrice des attentes futures.

[45] Le comité estime que le modèle de la requérante est bien étayé, que l'ensemble des données est raisonnable dans le contexte de l'environnement inflationniste récent et que le modèle produit de bonnes mesures statistiques. Les tendances de la requérante pour la garantie Collision dans le présent dossier sont appropriées et raisonnables.

C. Tendance des sinistres – Assurance individuelle

- [46] Le modèle de fréquence de la requérante pour la couverture Assurance individuelle utilise des données semestrielles de 2010 à 2023, et la requérante choisit une tendance passée et future de 1,18%. Comme pour les couvertures DC et Collision, les ajustements COVID et post-COVID sont incorporés dans la modélisation.
- [47] Le modèle alternatif proposé par le CPG prenait en compte les données de 2004 à 2023 et insérait des échelles similaires pour les ajustements COVID et post-COVID. La requérante a fait valoir qu'elle observait un modèle différent pour la période 2004-2009 et que les points de données plus anciens étaient moins pertinents pour la projection de la fréquence future.
- [48] La mesure R^2 ajustée pour les deux modèles est assez bonne, à 62,9% pour la requérante, et un peu moins pour le CPG, à 52,4%.
- [49] Pour la gravité, la requérante a utilisé des données annuelles de 2007 à 2023, sans scalaires ni exclusions de points de données. Les données sont assurément volatiles, et la valeur R^2 ajustée indique une qualité d'ajustement moyenne de 43,51%. L'autre solution proposée par le CPG n'utilise que des données postérieures à 2017 et son R^2 ajusté est de -7,7%, ce qui n'est pas statistiquement significatif. La requérante a fait valoir que la volatilité des données sur la gravité rendait plus difficile l'obtention d'ajustements de modèles fiables et de valeurs R^2 plus élevées. Ainsi, selon elle, la période plus longue permet d'améliorer la stabilité et la fiabilité des estimations.
- [50] Le comité a reconnu que les données étaient volatiles et que, lorsqu'une tendance est proche de zéro, elle produit souvent des mesures statistiques médiocres. Le comité s'est demandé s'il fallait exiger que la tendance de la gravité soit présumée nulle. Cependant, il a noté que la valeur R^2 associée au modèle de la requérante ne soutenait pas nécessairement une tendance nulle et, lors de l'inspection visuelle du graphique des données, il a constaté une légère tendance à la hausse, en particulier lorsque les données supplémentaires ont été incluses dans l'analyse pour cette couverture à longue traîne. Tous ces éléments de preuve confirment une légère tendance à la hausse. Le comité estime que les tendances de la requérante sont suffisamment étayées et qu'elles sont acceptées.

D. Tendance des sinistres - Multirisques

- [51] Pour les tendances de sa couverture multirisques, Wawanesa maintient une approche cohérente avec ses analyses précédentes. Elle modélise séparément la fréquence et la gravité.
- [52] Pour la fréquence, la requérante modélise à partir des données semestrielles de 2010 à 2023 et inclut un scalaire d'ajustement COVID et post-COVID.
- [53] Le CPG a fourni une autre tendance de fréquence, basée sur un modèle dérivé des données de 2011-2023. Les valeurs R^2 ajustées et les valeurs p pour les modèles des deux parties sont très proches et indiquent de bonnes correspondances.
- [54] Wawanesa a répondu qu'elle avait également envisagé une modélisation basée sur les données commençant en 2011, mais qu'elle avait décidé de ne pas le faire parce qu'une tendance négative était jugée déraisonnable compte tenu de la trajectoire ascendante récente de cette couverture à courte durée de vie.
- [55] Le comité convient avec la requérante qu'une tendance négative pour la fréquence semble déraisonnable sur la base d'un examen visuel des données. La tendance légèrement positive de la requérante est raisonnable dans ces circonstances.
- [56] Pour la gravité, la requérante utilise les données annuelles de 2014 à 2023, en choisissant une tendance de 8,11%.
- [57] Le modèle alternatif du CPG pour la gravité exclut toutes les données sur les sinistres antérieurs à 2017 ainsi que le point de données 2023H2.
- [58] Le R^2 ajusté pour le modèle de la requérante est très élevé, à près de 95%, et le R^2 du CPG est également acceptable, à près de 75%.

[59] Malgré l'ajustement statistiquement significatif de son modèle, l'exclusion de points de données par le CPG, sans justification ou raisonnement, pourrait avoir une incidence sur la crédibilité de la tendance. Le comité estime que cette exclusion de données n'est pas étayée et qu'elle est déraisonnable.

E. Tendances des sinistres – Dommages matériels

[60] Les tendances des sinistres de Wawanesa pour les dommages matériels reposent à nouveau sur une méthodologie cohérente.

[61] Le modèle de fréquence est basé sur des données semestrielles pour la période 2014-2023 avec des échelles d'ajustement COVID et post-COVID. La tendance passée et future sélectionnée est de -5,05%.

[62] Pour cette couverture, le CPG utilise des données de la période 2011-2023, mais n'inclut pas les échelles COVID ou post-COVID, et n'explique ni ne justifie cette différence d'approche par rapport aux autres couvertures.

[63] En comparant les deux modèles, le R^2 ajusté de la requérante est plus élevé (74,31%) que celui du CPG (56,8%).

[64] En ce qui concerne la gravité, la requérante prend en compte les données annuelles entre 2004 et 2023, tandis que le CPG utilise des données semestrielles pour la même période.

[65] Tant pour la fréquence que pour la gravité, les modèles de la requérante sont bien justifiés et produisent des mesures statistiques légèrement supérieures. Les autres modèles du CPG sont incohérents et ne sont pas bien étayés. Le comité est convaincu que les modèles de la requérante sont justes et raisonnables et a accepté les tendances sélectionnées par la requérante.

F. Tendance des sinistres – Indemnisation directe des dommages matériels

[66] Les tendances des pertes pour le DMID sont encore une fois dérivées par Wawanesa d'une manière qui est méthodologiquement cohérente.

[67] Pour la fréquence, la requérante a utilisé des données semestrielles de 2012 à 2023 et a incorporé des ajustements COVID et post-COVID. La tendance de la fréquence passée et future suggérée par la requérante est de 1,34%. Le modèle produit une très bonne valeur R^2 de 86,36%.

[68] L'alternative du CPG d'une tendance nulle est dérivée d'un ensemble de données légèrement plus important qui inclut 2011 et incorpore également les échelles COVID et post-COVID. La valeur R^2 ajustée associée du modèle du CPG est très bonne, à 88,2%.

[69] Le comité a estimé que la tendance de fréquence légèrement positive de la requérante était bien étayée et raisonnable. La légère direction à la hausse observée dans les graphiques des données appuie une tendance non nulle.

[70] En ce qui concerne la gravité, le CPG exclut les données antérieures à 2017 et exclut le point de données 2023H2. Comme indiqué précédemment dans la présente décision, en l'absence d'une justification valide ou raisonnable pour l'exclusion du point de données 2023H2, le comité estime que cette exclusion est déraisonnable et non étayée.

[71] En outre, le modèle de la requérante produit des résultats statistiques légèrement supérieurs à ceux du modèle du CPG, et il est jugé raisonnable et bien étayé dans ces circonstances. Le comité accepte les tendances sélectionnées par la requérante.

G. Tendance des primes – Dommages corporels

[72] La prime moyenne par exposition peut varier sensiblement dans le temps pour un certain nombre de raisons, y compris des changements dans la composition du portefeuille d'affaires, qui attire un niveau de prime différent. Dans le présent dossier, la requérante sélectionne une tendance de prime à l'aide

d'un modèle basé sur une moyenne mensuelle mobile des primes en vigueur entre le 1^{er} trimestre 2019 et le 4^e trimestre 2023. Le modèle choisi, qui aboutit à une tendance de -7,81, a un R² ajusté de 91,3%.

[73] Le modèle alternatif du CPG est similaire, mais exclut les données antérieures à 2021H2. La tendance alternative de -2,4% a une valeur R² ajustée de 93%.

[74] Sagissant des tendances des primes, il est important de tenir compte des changements récents afin d'examiner la tendance des primes à court terme.

[75] La requérante a répondu aux questions concernant sa méthode de calcul de la tendance des primes, mais elle a fourni peu de justifications. Dans ses observations écrites finales, la requérante a indiqué que les sélections alternatives du CPG selections « ... réduiraient notre indication de 6 points de pourcentage, faisant passer notre indication de 39,2% à 33,2%. Cela reste supérieur à notre proposition globale de changement de taux de 14,4%. »

[76] Le CPG n'est pas d'accord sur le niveau de l'impact, suggérant qu'il est de 4,47%, et non de 6%.

[77] Le CPG signale une préoccupation soulevée par les actuaires-conseils de la Commission qui suggèrent que le ralentissement de la tendance à la baisse des primes depuis septembre 2021 n'a pas été pris en compte dans l'analyse des tendances de Wawanesa.

[78] En l'absence d'une explication ou d'une justification de la baisse en 2021, ou de la question de savoir si elle se poursuivra à l'avenir, le comité est d'accord avec le CPG pour dire que sa solution de rechange est un meilleur indicateur de la façon dont la prime évoluera probablement dans un avenir proche. Si la requérante renouvelle l'approche envisagée dans des dépôts futurs, on s'attend à ce qu'elle fournisse une explication et un soutien plus solides aux fins de l'examen.

[79] Bien que le comité soit d'accord avec l'évolution des primes du CPG, une révision du dossier et des indications ne sera pas demandée, car le changement n'aura pas d'incidence sur les taux proposés.

H. Tendance des primes – Dommages matériels – indemnisation directe, Collision, Multirisques

[80] Une analyse similaire est effectuée pour la tendance des primes pour les garanties DMID, Collision et Multirisques.

[81] La requérante considère la tendance des primes sur la base de la moyenne mobile sur 12 mois des primes en vigueur du 1^{er} trimestre 2022 au 4^{ème} trimestre 2023. Pour sa part, le CPG n'utilise que les données du troisième trimestre de l'année 2022. Tous les modèles ont des valeurs R² ajustées élevées.

[82] Pour ces couvertures, Wawanesa attribue les tendances négatives des primes à des taux de consentement de crédit plus élevés, et non à des changements dans la composition des assurés. Le fait qu'un plus grand nombre de membres consentent à utiliser des pointages de crédit a contribué de manière significative aux tendances négatives des primes, et Wawanesa s'attend à ce que la tendance au consentement se poursuive, ce qui conduit à une remise sur les primes.

[83] Le comité conclut que le CPG a exclu des points de données sans justification pour son modèle. La requérante a pris en compte des données suffisamment récentes dans sa modélisation, sans les faiblesses constatées dans l'analyse de la tendance des primes de la couverture DC ci-dessus. Le comité accepte la justification fournie par la requérante en ce qui concerne ces couvertures comme une justification raisonnable des hypothèses, et la tendance est acceptée.

I. Provision pour bénéfices

[84] Aux fins de son dépôt, Wawanesa a adopté un rendement des capitaux propres (RCP) après impôt de 12%. Cette disposition est liée au changement de taux indiqué. Toutefois, le rendement cible des primes est une mesure plus convaincante et plus informative du besoin d'un assureur en matière de niveau de tarification, et c'est sur ce point que se concentre le comité, comme l'indiquent les lignes directrices de la Commission sur le dépôt des demandes. Exprimé en proportion de la prime totale, il reflète, par essence, une marge bénéficiaire cible sur chaque police. Dans ce dossier, le RDP cible est de 5,84% sur la base des taux indiqués au début de l'audience. Le rendement implicite est de -20,81% sur la base du changement de taux choisi. Le RCP implicite serait de -24,13% selon le changement de taux choisi par Wawanesa.

[85] La DCA soulève également la question du RCP cible de 12% après impôt, se demandant si cette hypothèse de 12% est juste et raisonnable dans le marché actuel, en particulier lorsque les assureurs des autres provinces ne reçoivent pas ce niveau de rendement.

[86] La DCA n'a pas fourni d'éléments de preuve, en dehors d'arguments et de l'identification d'un éventuel traitement différent dans différentes juridictions, qui remettent en question le caractère raisonnable d'un RCP cible après impôt de 12%. Bien que d'autres organismes de réglementation puissent arriver à une conclusion différente dans les circonstances particulières de leur territoire, le comité est convaincu qu'un RCP cible après impôt de 12% est raisonnable dans les circonstances.

[87] Le comité rappelle qu'il n'existe pas de point de référence pour le RCP cible au Nouveau-Brunswick, et que chaque demande est évaluée individuellement au cas par cas après avoir pris en compte toutes les circonstances environnantes.

4. Décision

[88] Pour les raisons exposées ci-dessus, le comité estime que le changement de *niveau de tarif moyen global proposé par la requérante est juste et raisonnable et que le dépôt est **approuvé pour adopter le changement de tarif moyen proposé de 10,34% après plafonnement*** (14,35% avant plafonnement).

[89] Les barèmes approuvés entreront en vigueur le 1er juillet 2025 pour les nouveaux contrats et le 1^{er} juillet 2025 pour les renouvellements.

Fait à Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, le 22 avril 2025.

Mme Marie-Claude Doucet, présidente
Commission des assurances du Nouveau-Brunswick

NOUS SOMMES D'ACCORD :

M. Cyril Johnston, membre de la Commission

Mme Brigitte Ouellette, membre de la
Commission